

RENCONTRE PROJEP #3

« LES VOLONTARIATS »

4 AVRIL 2022

Animée par :



Lucie MORILLON

Directrice du pôle Études, communication, plaidoyer chez France Volontaires

Avec l'intervention de :



Omar AGBANGBA

Directeur de l'Agence
nationale du volontariat au
Togo



Valérie BECQUET

Professeure des Universités,
Cergy Paris Université



Matina DELIGIANNI

Présidente de Cotravaux



Camel GUECIOEUR

Directeur adjoint
CEMEA Nord-Pas-de-Calais



David KNECHT

Directeur général de l'Agence du
Service Civique

Ainsi qu'un binôme d'anciens volontaires :

Yosra SNOUSSI, Enseignante assistante en langue anglaise, ancienne volontaire au Conseil Départemental de l'Aude, et **Ronan LUCAS**, Chargé de mission engagement citoyen et talents au Samu Social de Paris, ancien volontaire (VSI) pour l'Adice au Maroc

Patrick CHENU

Bonjour à toutes et à tous. Je suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui pour cette troisième édition des Rencontres de la prospective pour la jeunesse éducation populaire. Je souhaite la bienvenue à tous les participants, aux partenaires et aux intervenants et intervenantes, que vous soyez à distance ou dans cette salle.

Aujourd'hui nous proposerons une illustration de la diversité des volontariats aussi bien au niveau national, mais également à l'international, nous dresserons un constat sur les sujets et les problématiques clés du statut et de la place des volontaires dans l'éducation populaire et ces échanges nous permettront ainsi de dessiner des pistes des déploiements pour des futurs souhaitables.

Comment assurer une meilleure accessibilité des volontariats à toutes et tous ? Selon quelles dynamiques de réciprocité ? Comment inclure les volontaires dans la gouvernance des structures associatives ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles nous allons tenter de répondre durant ces deux prochaines heures et pour cela nous avons le plaisir d'accueillir David KNECHT, directeur général de l'agence du service civique. Matina DELIGIANNI présidente de Cotravail, Camel GUECIOEUR directeur adjoint CEMEA Nord Pas de Calais, Omar AGBANGBA directeur de l'Agence nationale du volontariat du Togo, qui sera avec nous à distance. Ces rencontres PROJEP ont également pour enjeu de mêler des acteurs et des chercheurs et aujourd'hui nous avons la présence en distanciel de Valérie BECQUET, professeure des universités en sciences de l'éducation et de la formation à Cergy Paris Université également membre du laboratoire École, Mutations, Apprentissages (EMA) ainsi que le témoignage d'un binôme de volontaires qui ont accepté de partager avec nous leurs expériences. Nous aurons en salle Yosra SNOUSSI, ancienne volontaire tunisienne engagée en Service civique en réciprocité, enseignante assistante en langue anglaise et ancienne volontaire au conseil départemental de l'Aude en partenariat avec France Volontaires ici présente, et à distance Ronan LUCAS, chargé de mission engagement citoyen et talents au Samu social de Paris et ancien volontaire pour l'ADICE au Maroc. Avant de donner la parole à Lucie MORILLON, directrice du pôle étude communication et plaidoyers chez France Volontaires qui animera cette table ronde, je tenais à préciser que cette rencontre est réalisée dans le cadre d'un cycle de dix conférences qui a débuté en janvier, je vous invite après cette conférence à en retrouver les replays sur notre site www.projep.fr.

L'objectif général de ces rencontres est d'échanger collectivement autour des bonnes pratiques afin de proposer des actions concrètes pour aborder les grandes ambitions sociétales qui s'inscrivent au cœur de nos préoccupations. Pour inclure le plus grand nombre à cette réflexion et cette rencontre et comme nous l'avons précisé précédemment, ces rencontres sont diffusées en live sur YouTube.

Merci beaucoup de votre attention.

Je passe la parole à Lucie MORILLON.

Lucie MORILLON

Merci beaucoup. Bonjour à toutes et à tous ici et à distance. Nous sommes ravis d'être ensemble aujourd'hui pour cette table ronde qui devrait durer deux heures. Je pense que Patrick CHENU a bien posé le cadre de ce qui sera nos échanges je vous rappellerai juste, lors de la session questions réponses dans la salle d'être bien attentif à prendre le micro au moment où vous poserez vos questions pour que nos auditeurs à distance puissent nous suivre. Je vous demanderai également un peu de compréhension puisque nous avons un format hybride. Une partie des intervenants est ici dans la salle et une autre en partie est à distance donc il se peut que certaines transitions soient un peu plus longues que si nous étions tous autour de la même table.

Commençons tout de suite avec les débats. L'objectif de cette table ronde est vraiment de montrer la diversité du volontariat national, international, ses origines et ses pratiques actuelles. Nous nous

attacherons à traiter un certain nombre de sujets qui nous permettront de nous projeter dans cette dimension prospective qu'a cherché à installer le FONJEP.

Il y aura trois séquences : une première rétrospective sur la jeunesse du volontariat, principalement dans sa dimension échanges et solidarité. On va aller des chantiers au service civique en passant par le volontariat de solidarité internationale et le volontariat national dans un certain nombre de pays partenaires. Ensuite, une séquence état des lieux qui fera un point de situation sur les volontariats et leur déploiement notamment dans le champ de l'éducation populaire et enfin une séquence plus prospective sur ses futurs souhaitables pour les volontariats de demain.

Vous l'aurez remarqué, nous choisissons de parler des volontariats et non pas du volontariat pour justement montrer toute la diversité des offres possibles. Chez France Volontaires, nous avons coutume de présenter le volontariat comme un engagement libre et responsable. Il s'agit de consacrer du temps à une action d'intérêt général en France ou à l'international. Nous utilisons régulièrement l'expression "à chacun son volontariat". Pourquoi ? Parce qu'il y a différents types et différents dispositifs de volontariat, quels que soient votre âge, votre profil, vos compétences, la disponibilité que vous avez. Il existe une manière de s'engager et cela peut être une démarche individuelle, mais également collective.

Pour commencer je vais laisser nos intervenants dire un mot rapidement sur eux-mêmes, se présenter et peut-être nous donner deux, trois mots-clés qui évoquent à leurs yeux la question du volontariat.

Matina DELIGIANNI

Je suis la présidente de Cotravaux, un réseau d'acteurs du travail volontaire en France. Je suis aussi la déléguée nationale des solidarités jeunesse, une association membre de Cotravaux. Ce qui m'évoque le volontariat c'est d'abord la passion. En effet, c'est ma passion et je suis contente d'être là pour pouvoir vous en parler. Pour moi le volontariat est aussi un outil d'émancipation et également un outil d'actions locales.

Yosra SNOUSSI

Je suis une ancienne volontaire au sein du conseil départemental de l'Aude à Carcassonne. Un mot pour définir le volontariat : ce serait de sortir de sa zone de confort. Si on veut changer le monde, il faut commencer par soi et il s'agit là du premier pas vers le changement sociétal.

David KNECHT

Je suis Directeur général de l'agence du service civique. J'avais préparé plusieurs mots-clés et l'un qui ne surprendra personne c'est l'engagement. La volonté d'engagement notamment de la jeunesse. Je pense également à la notion d'intérêt général, car je pense qu'elle a rarement été aussi importante afin de servir et de se mettre au service d'autrui et ce que je trouve très important c'est la réponse aux attentes des jeunes qui veulent s'engager. Pour moi parler du service civique, une politique publique d'engagement de volontariat c'est finalement assez énorme, car il s'agit de répondre à une envie d'engagement de la part de la jeunesse. Je me vois en tout cas comme quelqu'un qui répond à ce que cherchent les jeunes en termes de réponses à leur envie d'engagement.

Camel GUECIOUEUR

Je suis directeur adjoint CEMEA Nord Pas de Calais à Lille est également coordinateur de la plateforme ready to move, une plateforme de mobilité qui réunit plusieurs acteurs en régions de France dont des CEMEA et bien évidemment les missions locales comme Concordia coopération. Si je devais donner moins de trois mots qui me viennent à l'esprit, ce serait implication, autonomie et dépassement parce que je pense qu'à travers un volontariat le jeune arrive à se dépasser et à apporter des résultats positifs.

Omar AGBANGBA

Je suis directeur général de l'Agence Nationale du Volontariat au Togo, la plus grosse infrastructure de volontariat au Togo et tout comme mes prédécesseurs le volontariat appelle à des concepts d'engagement, du don de soi, de la solidarité sociale et même de partenariat qui peut être un international et l'altruisme. Il y a un certain nombre de valeurs portées par l'humanité. C'est tout cela que j'entends par volontariat et aussi le rôle que les volontaires jouent dans les objectifs de développement au niveau mondial et au niveau de nos pays.

Ronan LUCAS

J'ai été VSI au Maroc pendant deux ans. Partages, ouvertures, échanges, apprentissages, développements également, passerelles, interactions et sécurité mondiale. En fait, quand on est dans ce système de volontariat, cela permet de s'approprier une forme de citoyenneté mondiale et d'en comprendre les enjeux.

Valérie BECQUET

Je suis professeure des universités à Cergy. Si je devais donner quelques mots pour définir les volontariats, j'y verrais une nébuleuse de formats, de dispositifs, de manières de faire, de manière d'organiser les choses. Le terme de transformation me vient à l'esprit également parce qu'il y a eu beaucoup d'évolutions au fil des années et je vois peut-être aussi le terme de développement dans le sens où les volontariats se sont quand même beaucoup développés par-delà la France.

Lucie MORILLON

Je vous propose que l'on commence sur la première partie rétrospective autour de la jeunesse des volontariats. Matina, si vous voulez bien nous développer un peu cette idée et justement nous expliquer d'où viennent les chantiers du service volontaire international. Quelles trajectoires historiques, quelles caractéristiques marquantes peuvent expliquer les pratiques actuelles ?

Matina DELIGIANNI

C'est bien d'avoir deux heures parce que le volontariat international à cent ans d'histoire du coup il y a des choses à dire. On m'a demandé de donner quelques repères historiques pour voir où on se situe et d'où viennent nos origines. Comme je vous le disais, le mouvement de service volontaire international a 100 ans. Il est né en 1920 dans un mouvement pacifiste qui s'est développé dans le sillon de la première guerre mondiale. L'idée était alors à l'époque d'une réunion internationale avec à peu près 400 personnes suite aux traités internationaux pour construire la paix. Il fallait agir de manière concrète au niveau local. Voici les origines des vœux du volontariat international. Il y a là quelque chose qui aujourd'hui paraît évident : l'action locale est faite par toutes et tous et pour tous et toutes. Il s'agit de quelque chose qui est très concret qui permet à tout le monde d'agir d'être acteur et actrice.

Je reviens 100 ans en arrière avec les premiers groupes de pacifistes qui vont se transformer en activiste. Ils se retrouvent dans un petit village de l'est de la France, près de Verdun, pour participer à sa reconstruction et permettre ainsi le retour de la population locale et le redémarrage de la vie ordinaire après les batailles dévastatrices dans cette région. Les volontaires étaient à l'époque des Suisses, des Anglais, des Hollandais, mais aussi des Hongrois et des Allemands, c'est-à-dire des Européens que la guerre avait opposés. Ces volontaires issus des nations ennemies pendant la première guerre mondiale veulent montrer qu'une autre voie est possible et montrer que les femmes et les hommes de toutes les nations sont capables de travailler et construire ensemble. Ils sont convaincus, pour citer le préambule de l'UNESCO, que la guerre prend naissance dans les esprits des êtres humains et c'est dans les esprits des êtres humains que doivent être élevées les défenses de la paix.

L'UNESCO parle d'hommes, mais aujourd'hui nous cherchons à être un peu plus inclusifs et cela a été proclamé il y a vingt-cinq ans dans l'acte constitutif de l'UNESCO. Après quelques semaines d'action,

tout doit s'arrêter, car les gens du village ne sont pas encore prêts à travailler avec les Allemands, anciens ennemis. Les blessures de la guerre sont trop fraîches et ils n'arrivent pas à porter la question de la réconciliation et les messages de réconciliation qui étaient les fondements du projet. Du coup les organisateurs à l'époque, plutôt que demander aux volontaires allemands de partir, décident d'arrêter l'action.

Pour nous, aujourd'hui, il est particulièrement frappant de constater que l'histoire du volontariat international et du service volontaire international commence par un échec. Ce qui nous inspire ce n'est pas l'échec en tant que tel, mais plutôt la détermination que nous nous retrouvons ici, cent ans plus tard, à continuer à faire des actions. Cela veut dire que quelque part cela fonctionnait même si on a toujours autant de choses à concilier, autant de questions à traiter, à gérer. L'actualité d'aujourd'hui nous le montre d'autant plus. Pour continuer cette histoire, quelques années plus tard, la première action voit le jour au nord de l'Inde. Les volontaires vont contribuer à la reconstruction d'un village après un tremblement de terre et des inondations qui ont dévasté toute la région. À la fin du chantier, Rajendra Prasad deviendra plus tard le premier Président de la République de l'Inde. Il dira que le simple fait que des Européens aient fait ce genre de travail avec des Indiens est une révolution stupéfiante. Cela donne donc tout son sens à la valeur du projet qui est à la fois l'effet de faire une action ensemble et aussi de faire des choses qui peuvent paraître basiques. Mais c'est bien la réalisation en elle-même qui donne du sens.

Ainsi, nous avons noté les notions de travail, de volontariat international, des constructions, des conciliations et de la solidarité. Ces notions ont marqué l'histoire du réseau, l'histoire des chantiers internationaux et plus tard aussi du volontariat. Concernant les constructions il s'agit de réaliser ensemble un travail qui peut être très dur physiquement, comme reconstruire un village manuellement. Aujourd'hui les domaines d'intervention des chantiers internationaux se sont diversifiés. Il s'agit toujours de contribuer à une œuvre collective et aussi la mise en œuvre d'un intérêt général et la possibilité de progresser individuellement, collectivement, d'apprendre et de pouvoir être fiers de ce qui a été réalisé. Les conciliations et une vie collective permettent aussi d'apprendre à se connaître pour travailler ensemble et pour déconstruire les préjugés, les idées reçues. Toutes les questions et les défis d'aujourd'hui sont multiples : les guerres, les relations interculturelles, l'intérêt général et intergénérationnel, les relations femmes/hommes, la compréhension mutuelle, mais aussi la gestion de conflits entre nations, mais aussi des conflits interpersonnels. Il vaut mieux aller du local à l'international et la réconciliation reste l'enjeu primordial.

Enfin, la solidarité : on parle souvent d'altruisme ; c'est-à-dire se sentir concerné par ce qui nous entoure et se sentir mobilisé et mobilisable dans un esprit d'échange. Cela a été dit, le volontariat c'est de l'échange et pour faire évoluer la situation, les mentalités et les comportements, la solidarité se décline dans des actions d'intérêt général. On est toujours sur des actions d'intérêt général au bénéfice d'un collectif, mais, au-delà de ce qui est fait de manière concrète, ce qui nous anime c'est le partage, les échanges, l'apprentissage mutuel et la réciprocité.

Alors pourquoi les travaux ? Ce sont ces fondamentaux, ces valeurs fondamentales que nous retrouvons dans la notion de travail volontaire et qui étaient un fondement de notre charte adoptée en 2013. Avec les réseaux à développer, cette notion a véritablement donné du sens au travail et à un mode qu'on a voulu réhabiliter. Il s'agit, d'une certaine manière, de parler d'acte créatif, car, par la notion de travail volontaire, nous affirmons que des actions bénévoles et volontaires ne sont pas juste occupationnelles pour un volontaire dans une démarche d'éducation populaire. On ne le répétera jamais assez dans les contextes où nous sommes aujourd'hui. Ils ont de la valeur en soi et cela crée aussi un rapport au niveau du travail et du loisir pour répondre aux problématiques du monde actuel.

Porter des dynamiques d'avenir pour les chantiers internationaux passe par des actions collectives avec un début et une fin qui concerne la totalité des personnes qui participent. Les volontaires arrivent le même jour, ils partagent un rythme de vie et ils doivent vivre ensemble. Ils ont un objectif commun qui se termine à la fin du chantier. Mais les associations membres de Cotravaux proposent aussi des engagements plus longs, des engagements individuels. La présence des volontaires pendant un ou deux ans n'est pas quelque chose de nouveau, cela existe depuis quasiment la création de notre réseau. Depuis un certain nombre d'années, il y a plusieurs programmes que nous proposons comme le Service Volontaire Européen qui a été transformé en Corps Européen des Solidarités en 2019. Il y a aussi le volontariat de Solidarité International qui concerne plutôt France Volontaires et bien sûr le Service Civil Volontaire qui est devenu Service Civique depuis 2010.

D'autres pays européens ont aussi des dispositifs de volontariat comme en Allemagne et en Italie. Ces derniers ont mis en place des programmes à la fois pour chercher à bâtir une citoyenneté active, contribuer à des projets d'intérêt général, mais aussi pour accompagner de jeunes personnes qui peuvent être éloignées de ces dynamiques et qui peuvent être issus de situations sociales ou scolaires complexes ou compliquées et en dehors de ces dispositifs.

Je tenais aussi à mentionner que notre réseau organise des projets de volontariat sur du moyen, long et court terme sur d'autres pays avec qui on n'a pas la chance ou le privilège d'avoir ce type de dispositif. Nous sommes plutôt sur des projets qui sont en lien, aujourd'hui, en France, avec le ministère de la jeunesse sur des programmes jeunesse.

Lucie MORILLON

Merci Matina. C'était très intéressant. Nous avons encore plein de sujets à aborder. Je vais demander à David KNECHT de rebondir sur vos propos. Vous parliez tout à l'heure du service civique ; qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur les origines, les valeurs et la mise en place du service civique ?

David KNECHT

Je souhaiterais rapidement rappeler ce qu'est le service civique. C'est une mission d'engagement pour l'intérêt général ouverte aux jeunes de 16 ans à 25 ans, voire 30 ans quand ils sont en situation de handicap. Elle se déroule sur une durée de six à douze mois ouvrant le bénéficiaire d'une indemnisation et se déroule dans toute une série de secteurs d'intérêt général qui peuvent être portés par des associations, des établissements publics, des collectivités territoriales, voire des services de l'État.

L'agence du service civique est également chargée du Corps de Solidarité qui a succédé au Service Volontaire Européen alors le Service Civique est le fruit d'une longue histoire ; sans doute moins longue néanmoins, car elle n'est pas centenaire. Il y a plusieurs dispositifs de volontariat qui ont préexisté à la création du Service Civique : le volontariat civil, le volontariat civil de cohésion sociale et de solidarité qui avait été institué en 2000 pour les jeunes de 18 à 27 ans. C'était, à l'époque, une durée de 6 à 24 mois avec un engagement à temps plein, mais incompatible avec une autre activité rémunérée.

L'engagement au volontariat civil s'est décliné en Volontariat International en Entreprise et en Volontariat International en Administration (VIE et VIA). Puis, nous avons d'autres déclinaisons comme le Volontariat Associatif qui a également été créé en 2006 dans le cadre d'une loi sur le volontariat associatif et l'engagement éducatif à l'initiative du ministère de la jeunesse des sports et de la vie associative. À l'époque il s'agissait de pallier les limites du volontariat civil de cohésion sociale, dont je parlais précédemment. Donc, celui-là était accessible aux jeunes à partir de 16 ans, sans limites d'âge supérieure, avec un cadre juridique apporté par un statut.

Ces différentes formes de volontariats préexistaient alors même que le service civil volontaire, qui est le véritable ancêtre du service civique, fut créé en 2006 en réponse aux événements des émeutes en

banlieue de 2005. Donc, un service civil volontaire a été instauré pour permettre aux jeunes de s'engager dans des associations pour des missions d'intérêt général en recevant une indemnisation essentiellement prise en charge par l'État. Ce service civil volontaire concerne un volume assez modeste de jeunes : entre 2 000 et 2 500 contrats sont financés par an. Il s'inspire en partie d'expérimentations préfiguratrices qui avaient été déjà menées par différentes associations en matière de volontariat.

La réalisation du service civique a été enclenchée à l'initiative du haut-commissaire à la jeunesse, Martin Hirsch, chargé par le Président de la République de l'époque de mettre en place ce service civique en concertation avec les acteurs de la jeunesse. Ce service civique est officiellement créé en 2010, il a fêté le 10 mars ses 12 ans d'existence. Il remplace le service civil volontaire et intègre également le volontariat de service civique, qui est une nuance de service civique intégré dans le même dispositif juridique, géré par une nouvelle agence : l'agence du service civique, avec une procédure d'agrément propre au dispositif qui est égal et qui prévoit un engagement avec une formation civique et citoyenne obligatoire, un tutorat obligatoire et un accompagnement projets d'avenir par la structure agréée. Cela vient au bénéfice des jeunes qui font donc des missions de six mois à un an de service civique. Il se distingue des dispositifs antérieurs en proposant une indemnité aux volontaires. Celle-ci s'établit aujourd'hui à minimum 580 euros par mois avec une protection sociale contre le risque maladie, famille, vieillesse. Le tout est pris en charge essentiellement par l'État et il y a la possibilité de cumuler le statut de volontaire du service civique avec d'autres statuts comme celui d'étudiant ou de salariés. Le cumul est possible avec cette procédure d'agrément dont j'ai parlé par l'agence du service civique.

Ce service civique est positionné comme une politique de jeunesse en faveur de l'engagement des jeunes, de la cohésion nationale et de la mixité sociale. Ce sont ces objectifs suprêmes en quelque sorte, fixés par le code du service national. Nous sommes passés de 25 000 missions de service civique à 50 000 en quelques années, puis, à la suite des attentats terroristes de janvier 2015, le désir d'œuvrer en faveur de la reconstruction du lien social, de l'art et de l'inclusion de tous dans la société a été de plus en plus important. Cela a généré une croissance de ce service civique qui a fini par atteindre en 2018, 840 000 volontaires sur l'année. Depuis sa création en 2010, de nombreux jeunes et moins jeunes ont effectué une mission d'intérêt général dans le cadre du service civique.

Ces missions s'effectuent dans dix grands domaines qui portent sur la solidarité, l'éducation, la santé, le sport, l'action humanitaire et d'autres secteurs sur lesquels nous pourrions revenir. Un mot sur le service civique à l'international puisque consubstantiellement, seul le service civique comprend une partie nationale en France, une partie en Europe et une partie à l'international. Depuis 2010, les volontaires se sont engagés dans plus de 90 pays dans le monde. Ils sont actuellement répartis à des services civiques. C'est assez émouvant et enthousiasmant de le constater vraiment sur tous les continents en permanence. Toutes les structures agréées peuvent envoyer des volontaires à l'étranger, sous réserve du respect des conditions d'agrément prévues pour ces missions et avec une attention particulière à la sécurité et au bon accompagnement des jeunes pendant ces missions.

Nous avons eu un pic de missions à l'étranger à 1 700 personnes en 2019. Ce volume a baissé, malheureusement, avec la crise COVID que nous avons traversée, mais dès 2021 on est remonté à un niveau d'à peu près un millier de volontaires en mission à l'étranger. 150 structures différentes ont envoyé des volontaires à l'étranger sur les trois dernières années. Enfin, sur le principe de réciprocité qui permet à tous les pays accueillant des volontaires français d'envoyer en France des jeunes pour effectuer un engagement de service civique, il s'agit d'une composante de ce service civique à dimension internationale. Je pense que nous aurons l'occasion d'y revenir.

Lucie MORILLON

Absolument, je remercie David KNECHT pour la transition avec le Directeur de l'Agence Nationale du Volontariat du Togo, Omar AGBANGBA, qui va pouvoir évoquer justement cette dimension de

coopération internationale en développement solidaire autour de dispositifs comme le volontariat de solidarité internationale ou le service civique volet international, ainsi que sa déclinaison. Merci d'avoir introduit le sujet, nous parlerons aussi du volontariat national, qui est propice au développement de ce service, de ce volet réciproque de l'accueil en France de deux volontaires internationaux. Le fait de pouvoir compter sur l'intervention de Omar AGBANGBA nous permet aussi d'avoir cette perspective togolaise d'un pays qui avait une pratique assez exemplaire du volontariat, notamment du volontariat international.

Omar AGBANGBA

Merci beaucoup. Je voudrais d'abord remercier les premiers intervenants et tous ceux qui ont évoqué en termes de genèse. Je souhaite rappeler la genèse du volontariat en Afrique. Dans de nombreux pays africains, le volontariat est la forme d'engagement social la plus ancrée dans toutes les communautés où spontanément, de façon individuelle ou collective, les gens s'organisent pour s'accompagner depuis toujours. En outre, des millions de traditions de solidarité étaient animées par des organisations communautaires, des organisations de la société civile et les associations nationales et internationales. Donc, du point de vue infrastructures de volontariat public, c'est assez récent. En effet, la charte africaine de la jeunesse, adoptée en juin 2006, demandait que chaque pays se dote d'un programme de volontariat en faveur de la jeunesse pour permettre une participation de la jeunesse.

On peut dire que certains pays ont avancé et on note que dans la plupart des pays, la France a une volonté qui mobilise, qui renforce la coopération avec des organisations de volontariat international comme France Volontaires, Corps de la Paix et d'autres mécanismes qui apportent, à travers la coopération internationale, la mobilisation des volontaires. Pour le cas du Togo spécifiquement, nous sommes partis en 2011 avec un programme pilote qui avait emmené deux études et mobilisé les tout premiers volontaires. Le programme a duré à peu près trois ans, il a été évalué en 2014. En 2015, les résultats ont permis de mettre en valeur l'agence de volontaires nationale. Cela a permis de renforcer le climat de collaboration et de coopération avec des volontaires étrangers qui arrivent dans le pays afin de garantir leur sécurité, leur travail et le sérieux de leur engagement au sein du pays. Cela permet également d'ouvrir le Togo à l'international, car ce sont les pays africains qui accueillent tout le temps des volontaires étrangers. Avec la volonté de certains comme la France et France Volontaire, dont je salue ici l'engagement et qui a été la première organisation à commencer à parler de la réciprocité, les échanges de volontaires des pays sud, traditionnellement pays d'accueil, ont été favorisés. La France est un des premiers pays à avoir accueilli des volontaires africains venus du Togo.

D'autres pays ont emboîté le pas et je crois que cela devrait se généraliser avec l'Europe, l'Asie, les États-Unis. Le défi aujourd'hui tient à cette mobilité et dans le fait de faciliter la coopération et le volontariat, car cela est toujours positif de changer et de s'enrichir mutuellement à travers ces échanges de volontaires.

Lucie MORILLON

Merci beaucoup Omar AGBANGBA. Valérie BECQUET, est-ce que vous voulez rebondir sur ses propos rapidement avec un mot sur l'apparition du volontariat de solidarité internationale, en lien avec la transition de la coopération internationale dans le contexte post-colonisation ?

Valérie BECQUET

Pas nécessairement. Ce que je trouve intéressant quand on évoque la genèse des volontariats, c'est qu'il y a déjà la pluralité des dispositifs, mais aussi des traits un petit peu saillants. On voit que les volontaires ont beaucoup été utilisés et ont été valorisés, dans des périodes avec des conjonctures précises comme des périodes de crise, des sorties guerre ou des contextes d'urgence ou de développement. C'est un point que nous retrouvons par exemple avec les émeutes en France. On voit qu'il y a des contextes où

on va inviter en fait à des engagements plus longs, plus consistants, plus à temps plein. Ceci est une des caractéristiques des volontariats et je pense que cela est un trait très commun.

Quand j'ai commencé à travailler sur ces questions, je me suis rendu compte qu'il y avait une mêlée des organisations qui ont porté le volontariat en France, en Europe ou dans le monde. Elles se sont rencontrées, croisées à un moment donné alors qu'elles n'avaient pas nécessairement les mêmes origines. Par exemple, des militants de la paix vont croiser des militants du développement humanitaire et on va voir ainsi des actions autour du développement international qui se mettront en place. Nous avons à la fois des genèses historiques, politiques, différentes, mais à un moment les organisations vont se rencontrer et se mettre à coopérer autour de nouvelles actions. Le troisième élément critique dans cette genèse des volontariats, pour voir un petit peu les usages politiques et sociaux qu'on en fait, c'est que nous voyons que ces dispositifs de volontariat servent d'intermédiaire entre les individus et les États. Il y a toujours un lien avec la question des États, des institutions, que ce soit pour s'y opposer comme dans le cas des mouvements qui ont soutenu l'objection, par exemple, ou que ce soit pour les soutenir au travers des mouvements autour de la paix, de la réconciliation, ou que ce soit aussi pour les intégrer dans le cas du volontariat qui soutient le lien social, la solidarité de proximité.

Nous voyons bien que, malgré cette diversité, on voit bien qu'en mettant les dispositifs les uns à côté des autres dans le cas des modalités d'action, il y a un certain nombre de traits saillants autour de cette genèse et une institutionnalisation très forte. Le directeur de l'Agence du Service Civique a évoqué le développement du service civique, notre collègue du Togo a évoqué l'institutionnalisation et on voit là qu'il y a toujours un moment où le tout s'institutionnalise de manière à être développé et soutenu par les États.

Lucie MORILLON

Merci. Je vous propose de passer à la deuxième séquence autour de l'état des lieux des pratiques actuelles d'engagement afin d'aider des jeunes. Valérie, vous allez conserver la parole puisque vous avez effectivement nous présenter les volontariats comme l'un des piliers des politiques publiques en matière d'incitations à l'engagement des jeunes. Nous allons pouvoir avoir votre regard sur les questions de sens d'usage et de parcours, notamment dans le contexte français.

Valérie BECQUET

Ce que je viens d'évoquer est que les volontariats dans leur diversité sont quand même fortement institutionnalisés, c'est-à-dire qu'ils ont des cadres précis. Certains font l'objet de deux cadres réglementaires. D'ailleurs vous parliez de la coopération de la VIE et du développement international, mais c'est au moment où il y a eu tous les débats sur le volontariat civil en France que les ONG à l'international ont demandé que le décret de 1985 soit revu. Nous avons dû le réaliser de manière à créer un contrat de volontariat plus stable. Donc cette institutionnalisation pose des questions d'usage de pourquoi finalement on a des volontariats.

Cet usage mérite d'être posé d'un triple point de vue. D'une part, à quoi cela sert pour les jeunes, quel usage vont-ils en faire ? À quoi cela sert pour les ONG et les associations qui peuvent aussi en avoir un usage spécifique ? Et à quoi cela sert pour les États. Les trois usages ne se recouvrent pas nécessairement, mais les trois sont importants. Par exemple en France, nous avons utilisé le service civique d'abord dans le cadre du départ et d'une incitation à l'engagement des jeunes. On voit aujourd'hui qu'il est aussi utilisé à des fins d'insertion qui peuvent être des relations en tant que politique d'insertion. Je parle bien de ce qui peut constituer ou pas selon les points de vue un détournement des objectifs initiaux. Tout le monde n'est pas d'accord là-dessus. Concernant les usages dans les politiques publiques, pour les associations et les ONG, nous voyons bien, toujours dans le cadre de la France, que ces dispositifs sont un soutien à l'activité associative, c'est-à-dire qu'elles permettent de bénéficier d'une ressource humaine qui permet à la fois de développer de l'activité ou de maintenir

l'activité. Cela est vrai pour les associations. C'est comme lorsque les services civils se sont développés du temps de la conception et de la conscription obligatoire, ou quand il y avait des appelés qui venaient dans les associations sans cacher leurs services, ou dans le cas des objecteurs. Finalement une telle manne est bonne pour les associations lorsque le service de l'objection de conscience existe, et donc cette idée de ressources humaines disponibles qui sert aux activités ou au développement. Cela sera aussi à l'usage pour les jeunes, car il renvoie quelque part à la manière dont ils vont construire leur parcours.

Lorsque j'ai travaillé sur l'association Unis Cité et que j'ai fait une enquête auprès des volontaires, il se trouve que les résultats de l'enquête en termes de types de parcours, j'avais insisté sur le fait qu'on pouvait dégager trois grands usages du service civique pour les jeunes. C'était l'idée, d'une part, de se trouver, de se construire, c'est-à-dire que la personne sans emploi, sans perspectives, va utiliser ce temps pour réfléchir. C'est une thématique que l'on va retrouver aussi dans le volontariat à l'international où on va faire finalement un volontariat dans un pays étranger pour se construire, se découvrir, voire grandir donc c'est commun. Deuxième point, l'idée de se tester dans une vocation, dans une orientation quand il y a une incertitude. On sait que, surtout dans le cas de la France, s'orienter est une décision à long terme. Dans les études supérieures, c'est un choix qui a des implications à long terme et donc on va utiliser un volontariat pour voir si on a envie de faire cette activité ou si on se sent apte à faire cette activité. Cela est très présent dans le social où beaucoup de jeunes vont faire un service civique pour se tester pour un métier social. C'est valable aussi pour des métiers de l'enseignement, en faisant une activité avec des jeunes, c'est valable à l'international aussi pour les personnes qui veulent s'engager dans l'humanitaire. Par exemple, enfin, il y avait des volontaires qui sont souvent des volontaires déjà diplômés de l'enseignement supérieur qui eux vont l'utiliser cet outil pour confirmer un projet et devoir se former. C'est-à-dire que là on va avoir des volontaires qui sont dans une démarche de monter en compétences avant de se lancer sur le marché du travail donc, on a parlé ensemble, c'est vraiment faire un volontariat international après ses études supérieures ou entre la licence et le master par exemple, ou en année de césure où là, on va acquérir des compétences. C'est faire un service civique dans un métier dans un secteur d'activité qui correspond exactement à son cursus scolaire où on se dit que finalement ce service civique va nous permettre d'acquérir des compétences et d'accroître son employabilité sur le marché du travail. Cela est valable aussi à l'international ou à l'échelle européenne.

Les jeunes qui sont dans ces trois groupes de types d'usage du service civique n'ont pas les mêmes profils. Les premiers sont souvent peu diplômés, ils vont faire leur service civique au cours des études secondaires, à la sortie des études secondaires. Certains sont décrocheurs et ont connu un décrochage scolaire ou alors ils sont chômeurs sans expérience. Là, je cite les types de parcours mis en évidence par l'enquête de l'agence du service civique pour les chômeurs sans expérience. Les deuxièmes profils vont plutôt faire un service civique à la fin du bac, après le bac ou après deux ou trois années d'études où là, on a déjà des petites idées, mais on veut vérifier. Là, on va retrouver également cette idée des sortants de l'enseignement supérieur ou même des jeunes qui ont déjà une expérience professionnelle, mais qui ont envie de faire autre chose. Cela arrive aussi. Et puis, le troisième groupe, il s'agit beaucoup plus de jeunes qui sont vraiment en fin de cursus, en fin d'études, plutôt des études supérieures avec des licences des masters, donc des personnes qui ont un projet extrêmement construit.

Ces usages sont intéressants à explorer parce qu'ils montrent que les jeunes, dans la manière dont ils sont issus et quel que soient les objectifs qu'ont ces dispositifs, la paix, la réconciliation, le développement international, les valeurs de la république... l'appropriation est directement inscrite dans leurs préoccupations. C'est-à-dire que l'idée est de gérer des moments, gérer des incertitudes, gérer des choix ou gérer un sens et donc d'utiliser cette expérience, ce temps d'expérience. Six mois, ce n'est pas rien pour essayer de voir s'articuler des éléments qui, à un moment, ne sont pas nécessairement bien clairs pour eux ou de les confirmer pour le troisième usage.

Enfin, cette idée d'utiliser le service civique pour construire son parcours montre aussi le fait qu'il y a des variations selon les niveaux d'études, niveaux scolaires. Les niveaux d'études montrent aussi, surtout dans le cas de la France, l'importance du parcours scolaire en tête dans la construction des destins sociaux des jeunes lors de leur ascension. Ainsi, cette expérience de service civique est toujours positionnée à des moments de transitions scolaires, décrochages, début ou fin d'études secondaires supérieures et du coup c'est quelque chose qui vient vraiment s'imbriquer dans ces moments institutionnalisés. Vous allez peut-être me dire, mais quid de l'engagement quand on parle de scolarité d'insertion professionnelle et de linéarité ou pas ? Ce qu'on constate c'est l'importance du sens ou des usages que vont faire les jeunes de ce service civique. Il n'est pas détaché des questions d'engagement. Il y a toujours des valeurs qui s'expriment en toile de fond, mais ces valeurs sont souvent là pour aider autrui, être utile... C'est le décor un petit peu commun et partagé, mais qui effectivement ne va pas prendre tout à fait le même sens en fonction des parcours individuels.

Lucie MORILLON

Merci Valérie. Vous évoquiez tout à l'heure la question des usages par les associations des volontariats. En fait, cela nous amène à nous poser la question de savoir comment les associations de jeunesse et d'éducation populaire aujourd'hui intègrent les volontaires dans leur fonctionnement, quelle est la place pour le volontariat et les différents dispositifs qui s'articulent ou non entre eux. Puis, quelle est leur place par rapport au bénévolat et par rapport aux salariés ? Est-ce que c'est juste une RH de plus ou est-ce qu'il y a autre chose autour de la question du sens ou l'engagement ? Camel GUECIOUEUR, je vais vous demander de nous partager l'expérience de CEMEA. Nous avons évoqué l'idée de parcours d'engagement auquel a fait référence tout à l'heure Valérie BECQUET, donc je veux bien vous entendre sur ce sujet.

Camel GUECIOUEUR

Actuellement, CEMEA Nord Pas de Calais accueille six volontaires dont deux qui viennent d'Algérie de l'association Graine de Paix. Vous avez évoqué tout à l'heure la réciprocité et c'est vrai que pour nous la question du volontariat se pose au niveau international d'emblée sur une question de réciprocité et aussi pour l'engagement en termes de volontariat des jeunes. Le travail que nous essayons de mener se situe principalement dans ce qu'on peut appeler les quartiers prioritaires ou zones rurales prioritaires.

Comme je disais en introduction, je suis parti d'une plateforme de mobilité et je constate, à chaque fois que les jeunes issus des quartiers défavorisés des territoires défavorisés ont le moins d'opportunités, ils pensent toujours que la mobilité, le volontariat à l'international, ce n'est pas pour eux. Ils ne maîtrisent pas de langue étrangère, ils ne sont pas dans ce dispositif. Je vous rejoins sur une question d'insertion en tout cas, c'est comme ça qu'ils sont accompagnés et on renvoie plutôt à un dispositif d'insertion des jeunes. Nous leur disons " ce serait bien que tu fasses un projet de solidarité internationale, un engagement dans du volontariat... " mais dès lors qu'ils intègrent une association, c'est vrai que parfois cela devient compliqué. Nous faisons le pari qu'il est possible qu'un jeune puisse à moment voir son projet. Dans l'idée, il ne vient pas remplacer un salarié, mais c'est vraiment un projet qu'il a dans le cadre de notre association, de ce qu'on peut faire. C'est tout ce qu'on peut proposer afin qu'ils puissent s'émanciper. Donc nous avons à disposition différents acteurs au sein de notre association, des bénévoles ou des salariés, pour pouvoir donner un cadre au projet, à son engagement au sein de l'association.

Lucie MORILLON

Ronan LUCAS, est-ce que vous voulez partager avec nous l'expérience actuelle que vous avez eue au Samu social en lien avec vos fonctions de chargé de mission engagement citoyen et talents, notamment sur la place des volontaires au sein du cadre de mobilisations mise en place par le Samu social ?

Ronan LUCAS

Nos missions sont essentiellement des missions de sensibilisation, de mobilisation. On essaye d'essaimer les projets de service civique notamment sur des projets un peu plus spécifiques liés à l'inclusion des personnes hébergées au Samu social de Paris dans des projets plutôt d'accès à la culture ou d'accès aux loisirs. Avec ses ouvrages, il y a vraiment un endroit d'appui de l'action des agents du Samu social en soutien de l'action des professionnels de terrain.

Lucie MORILLON

Merci Ronan. Dans quelques minutes nous pourrons avoir un échange avec la salle et avec les personnes qui nous suivent en direct sur YouTube. La dernière partie de cette séquence traitera plutôt d'un état des lieux qui nous emmènera ensuite sur la partie prospective, un premier bilan sur les effets positifs et peut-être les dérives à corriger des volontariats. On a déjà entendu un certain nombre d'éléments, je pense qu'on y reviendra et j'aimerais commencer par Yosra SNOUSSI. Pouvez-vous nous expliquer un peu la mission de service civique sur laquelle vous étiez mobilisés, en lien si je ne me trompe pas avec l'éducation à la citoyenneté, la solidarité internationale, mais aussi la question des objectifs de développement durable. Ce sera intéressant effectivement que vous nous expliquiez dans quel cadre cela s'est fait. Vous représentez aussi aujourd'hui, sur ce panel, la dimension réciprocité puisque vous avez fait un service civique en réciprocité.

Yosra SNOUSSI

J'ai fait un service civique international en réciprocité et c'est grâce à France Volontaires que je suis venue en France en 2018 avec deux autres volontaires : un burkinabé et un libanais, au conseil départemental de l'Aude. Cette mission avait deux volets, un qui n'était pas du tout évoqué et un autre qui était la solidarité internationale.

Nous sommes donc venus pour développer des projets de développement au sein du conseil départemental de l'Aude avec des associations locales. Mis à part l'interculturalité, le fait que j'ai grandi dans un milieu très anglophone, je ne parlais pas du tout français avant de venir en France. Être dans une maison avec une burkinabé et un Libanais en France, cela faisait de moi une citoyenne du monde. J'étais dans un milieu très interculturel. L'autre volet que je voulais évoquer, c'est le fait que dans notre mission nous ayons aidé les associations à monter des projets de développement. Nous avons aussi des réunions avec des élus départementaux.

Notre tutrice était la vice-présidente du conseil, donc nous avons un volet un peu de leadership, un peu politique et pour moi le service civique c'est des petites actions qu'il est possible de faire notamment lorsque la personne est en décrochage scolaire ou alors un peu perdue. Il est possible de faire des petites choses, mais cela peut créer des leaders et des leaders d'opinion. Les services peuvent aller plus loin et peuvent permettre de parler des problèmes dans les communautés. Par exemple moi je suis venue de Tunisie et il y avait plusieurs sérotypes quand on a travaillé avec France Volontaires et le conseil.

Lucie MORILLON

On entend souvent cela de la part d'un certain nombre de volontaires et cela peut-être une prise de confiance. C'est exactement l'avantage développé après une telle expérience.

Yosra SNOUSSI

Exactement. J'ai fait plusieurs échanges en Europe et j'avoue que j'allais là dans un pays inconnu, même si la Tunisie est influencée par la langue française, et je n'étais pas du tout francophone. Je suis venue en étant très crispée et en dehors de ma zone de confort, mais cette mission m'a appris à parler en public par exemple.

Lucie MORILLON

Nous allons nous tourner vers l'Agence du Service Civique. David KNECHT, si vous voulez effectivement développer un peu quelles sont les sorties positives du dispositif du service civique d'après l'agence.

David KNECHT

Le service par le volontariat avance constamment sur une ligne de crête entre dispositifs d'insertion, dispositif d'engagement, d'intérêt général. Le service civique est une politique d'engagement de la jeunesse au service de l'intérêt général qui pousse et qui doit avoir des effets positifs sur le parcours des jeunes. D'ailleurs cela lui est consubstantiel. C'est l'accompagnement aux projets d'avenir depuis le début du service civique qui est intégré dans son ADN et dans ses obligations.

Quand j'entendais de manière très juste une des thématiques qui parlait de se trouver, se construire ou alors se tester pour une vocation ou alors confirmer une vocation très clairement, en quelque sorte, le service civique joue aussi ce rôle. Je ne vais pas égrainer l'ensemble des données qui sont les nôtres, mais on travaille beaucoup sur ces aspects de deux sorties positives du service civique. La dernière grande enquête en date, l'enquête INJEP ANC menée en 2019, montre que six mois après leur mission, deux tiers des volontaires sont soit en emploi, soit dans une reprise d'études. Cela constitue ce que l'on pense des chiffres très positifs. Quand ils sont en emploi après leur mission, les anciens volontaires sont plus souvent dans un emploi en contrat à durée déterminée. Les chiffres nous montrent que ce sont ces missions de service civique qui ont un impact sur leurs parcours. Un quart des volontaires qui reprennent leurs études se réorientent dans une autre filière ou une autre discipline, donc ce qu'on retrouve ici c'est ce volet orientation du service civique qui permet, par l'expérience qu'il confère, de confirmer ou d'infirmer une vocation que l'on pensait avoir. Je crois que pour les jeunes c'est quand même une excellente chose et pour confirmer ce qui a été dit, il est vrai que pour les anciens volontaires en emploi après la mission, on constate une forte orientation vers le secteur de la santé, de l'action sociale, culturelle, sportive et les réorientations scolaire, éducatives ou d'enseignement supérieur se font dans ces domaines. Je souhaiterais rajouter sur le sujet, puisque c'est vraiment un sujet important, qu'avec France Volontaires, notre partenaire consubstantiel en matière de service civique à l'international et de réciprocité, nous partageons cet objectif très sérieux de lutter contre la tendance du service civique à subir une sorte d'auto censure de la part des jeunes. Parfois cela se constate au niveau des frais réels qu'ils peuvent rencontrer quand le service civique se fait à l'international.

Dans le service, il y a cette notion d'accessibilité sans aucune condition de diplôme ou d'expérience et cela vaut pour le service civique à l'international donc on s'y emploie avec nos grands partenaires et c'est quelque chose qu'on compte travailler par exemple en accompagnant chaque organisme en amont du dépôt des demandes d'agrément et pendant toute la durée de l'agrément pour ouvrir aussi les organismes qui travaillent sur le service civique à l'international. L'idée est d'offrir la possibilité de faire partir à l'étranger des jeunes qui, a priori, aurait moins d'opportunités pour le sujet lors de l'instruction des demandes, lors du contrôle et cela y compris à l'international en se déplaçant pour vérifier qu'il n'y ait pas de risque de dérive avec une sélectivité excessive. Nous avons très récemment mis au point un module de formation spécifique avec de grands partenaires comme Cotravail pour justement permettre au service civique à l'international d'être avec les tuteurs. Cela pour que les services internationaux soient les mieux formés possibles pour justement se conformer à ses obligations de service civique et d'accessibilité.

Lucie MORILLON

Merci. Valérie Becquet, voulez-vous rapidement rebondir sur ses propos et commenter ? Nous prendrons les questions ensuite dans la salle ou à distance.

Valérie BECQUET

Nous pouvons laisser la place aux questions.

Intervention de la salle

Par rapport au dispositif d'agrément des associations, quel est le parcours ? Est-ce que cela est long, compliqué, annuel, pluriannuel... ?

David KNECHT

Ce n'est pas toute l'année en fait. Il n'y a pas vraiment de systèmes de rentrée pour le service. Il y a une campagne annuelle d'agrément, mais c'est toute l'année et cela ne doit pas être excessivement long. Cela passe par notre site qui permet déjà d'accéder à toutes les informations et qui permet aussi de proposer, de déposer des candidatures. Donc c'est un travail d'abord de déterminer la mission. On a d'ailleurs des ateliers d'émergence aussi qui permettent avec les associations de découvrir le service ICS en quelque sorte de se l'approprier. C'est un dispositif qui peut parfois être subtil et puis qui peut être aussi assez contraignant. Tout dépend évidemment de la maturité du projet, mais cela peut prendre de quelques semaines à quelques mois.

Lucie MORILLON

Mehdi ACHOUR, un mot peut-être sur les agréments pour le volontariat de solidarité internationale ?

Intervention de la salle - Mehdi ACHOUR

Bonjour, je représente le ministère des affaires étrangères. Sur le dispositif des volontariats de solidarité internationale. Tout d'abord ce dispositif envoie un peu plus de deux mille volontaires par an à l'international. Depuis 2019 on se remet tranquillement de la crise sanitaire. Nous avons une trentaine d'associations qui sont agréées aujourd'hui pour l'envoi de volontaires. C'est une procédure qui demande à la fois de pouvoir vérifier ces associations et leurs activités à l'international, si elle a des partenaires auprès desquels on envoie les volontaires, quel va être l'accompagnement... parce que sur le VSI, on a un accompagnement qui s'est renforcé notamment sur les formations. Ces associations, une fois qu'elles obtiennent l'agrément, elles travaillent main dans la main avec le ministère pour l'envoi des volontaires. Nous avons parlé tout à l'heure de cadre de qualité. Aujourd'hui, cette question nous intéresse plus particulièrement sur ce dispositif parce qu'on se rend compte que, malgré l'accompagnement, malgré les contrôles, il y a encore plein de progrès à faire sur ce genre de dispositif.

Lucie MORILLON

Nous avons une question d'analyse. Une question d'une internaute : comment se passe la fin des missions des jeunes algériens volontaires qui ne souhaiteraient pas, entre guillemets, repartir ? Est-ce que cela risque d'être compliqué ?

Camel GUECIOUEUR

De notre côté, à chaque fois, que ce soit avec les associations Graine de Paix en Algérie ou les associations marocaines ou tunisiennes, il y a toujours ce travail en amont de l'association partenaire d'un VS afin que le jeune fasse sa mission et rentre au pays. En ce qui concerne les Algériens qui sont volontaires, leur ambition est de vivre une expérience et de rentrer chez eux. Ils ne veulent nullement rester parce qu'il y a un travail vraiment en amont qui a été fait par l'association. Celle-ci se bat et on se bat à leur côté pour qu'ils permettent vraiment à l'ensemble des jeunes de vivre cette expérience et de revenir. Ils ont bien fait toute une préparation par l'agence et ils sont encadrés continuellement. Nous discutons avec eux.

Certainement, il y a eu des exemples dans le nord où des associations ont accueilli des volontaires de la Côte d'Ivoire qui se sont échappés la veille de leur départ. Cela se fait quand même de moins en moins, c'est très encadré, très suivi, mais cela peut arriver, le risque zéro n'existe pas.

Lucie MORILLON

On peut effectivement confirmer que l'immense majorité des volontaires qui viennent ici en service civique rentrent pour compléter un projet. Il y a aussi tout un accompagnement du projet au retour. Généralement, ils viennent dans des logiques partenariales avec des projets spécifiques pour mettre ensuite à disposition d'associations tout ce qu'ils ont pu apprendre lors de leur expérience. Omar, souhaites-tu commenter cette question simple au Togo qui a l'habitude de travailler avec des volontaires de réciprocité ?

Omar AGBANGBA

Je crois que la question de la réciprocité reste une mère question et les expériences intéressantes que nous avons eues avec la réciprocité sont sur un certain nombre de projets. Par exemple, sur le projet à venir, nous avons travaillé avec France Volontaires pour mettre des binômes de volontaires français et internationaux. Les élèves ont travaillé sur des questions d'érosion côtières et c'était une expérience énorme d'enrichissement. Les volontaires ont travaillé en binôme, en synergie et il y a eu surtout un retour d'enrichissement de connaissance, de savoir-faire qui a permis à ces projets d'atteindre largement l'objectif. Une autre chose : l'avantage de la réciprocité c'est aussi qu'aujourd'hui, si nous prenons les pays dits sous-développés ou moins développés, peut-être que certaines technologies ne sont pas dans ces pays et parfois ils ont besoin d'un peu d'expérience et des personnes de qualité qui peuvent venir dans des missions de service civique et qui pourraient aider aussi à partager des connaissances de savoir-faire avec les locaux afin de booster les choses.

De la même manière, parfois, on peut penser que les pays dits développés n'ont plus besoin de personne, mais ce qui est bien c'est que depuis, certains pays se sont ouverts et ont accueilli des volontaires des pays sous-développés secondaires. Cela apporte un certain nombre d'éléments et c'est très intéressant dans le domaine social, éducatif, services à la personne avec beaucoup d'engagements, beaucoup de dévouement et beaucoup de doigté. On sent quand même que l'enrichissement se fait même dans les deux équipes. Cela peut concerner un certain nombre de personnes qui n'ont jamais visité ces pays et qui vont découvrir le pays, comprendre la culture... Je pense que la réciprocité devrait être encouragée et promue en ce moment avec tout ce que nous faisons.

Pour le cas du Togo, nous sommes très ouverts et chaque année nous aidons des centaines de volontaires que nous prévoyons d'envoyer, mais parfois nous manquons de structures d'accueil de l'autre côté. Souvent, avant la crise sanitaire, nous faisons des missions en France pour mobiliser des sites d'accueil. Je crois que les organisations de volontariat doivent réveiller d'autres organisations afin de relayer la possibilité d'appel et dire que nos pays sont disponibles aussi à venir partager les expériences. Nous sommes aussi ouverts avec beaucoup d'associations de la société civile qui ont été créées par des volontaires français et étrangers lors de missions d'échange et de partage.

Lucie MORILLON

On le sait, les bénéfices sont mutuels aussi bien pour les sociétés d'envoi d'accueil que pour les jeunes et les organisations qui s'impliquent. C'est comme cela que ça se passe dans les deux sens et pour les structures d'accueil potentielles qui hésiteraient encore à sauter le pas, n'hésitez pas à vous rapprocher de l'agence du service civique de France Volontaire et de ces espaces de volontariat dans les pays parce que l'on constate que les structures qui font appel à des volontaires internationaux en France, quand elles le font une première fois, généralement elles continuent à le faire. Évidemment, ces derniers temps la crise sanitaire a effectivement compliqué un peu les choses, mais la reprise de l'accueil des volontaires internationaux est bien là depuis l'été dernier et il y a de vrais bénéfices pour tous ceux qui sont engagés dans cette dynamique.

Patrick CHENU

Une petite question : on a fait le pari ce soir de réunir des acteurs des volontariats, donc du volontariat international et du volontariat. Est-ce qu'au niveau des associations qui accueillent ces volontaires on retrouve les mêmes acteurs ? Est-ce que ce sont des acteurs extrêmement différents ? Est-ce qu'on voit des évolutions dans la durée ?

Matina DELIGIANNI

Cotravaux et les associations membres font partie de France Volontaire, du coup, il y a de la coopération même si on ne fait pas tous les mêmes types d'actions. Il n'y a pas les mêmes volontariats, mais les valeurs qui les sous-tendent sont similaires et après il y a quand même beaucoup de ponts. Nous sommes dans un contexte Français institutionnel et associatif qui permet cela. Nous sommes un réseau entre Cotravaux et les régions de France Volontaire. Cotravaux étant un opérateur de formation pour les services et lié à l'international, pour les agents de service civique, cela permet aussi de demander si d'autres associations cherchent des clés pour pouvoir accueillir des volontaires qui viennent d'ailleurs et qui parfois peuvent être un peu perdus. Il y a des questions qu'on peut anticiper sur la formation et l'accompagnement, mais il y a aussi des questions administratives qui peuvent être très complexes.

Lucie MORILLON

Un outillage a été développé. Il y a des choses sur le site de l'agence et sur le site de France Volontaire comme des guides très pratiques pour les associations qui se posent des questions logistiques très importantes pour la réussite de l'expérience.

Camel GUECIOEUR

Je voulais dire que l'expérience en région de France à travers la plateforme ready to move met en exergue ce travail de proximité entre associations et institutions. Cette plateforme est financée par le conseil régional des Hauts de France. Vous avez le rectorat, vous avez jeunesse et sport, et vous avez des associations qui ne travaillaient pas ensemble et qui pourtant travaillent sur des dispositifs de solidarité internationale d'engagement. On a réussi à tisser un lien sur toutes les missions locales des Hauts de France qui sont directement liées avec des structures jeunesse au niveau local et on a essayé de monter une cartographie pour se dire quels sont les territoires les plus prioritaires pour justement venir en appui et permettre à chacun d'avoir les outils. Parfois, on ne les a pas de nous-mêmes, mais justement on va aussi chercher des outils existants ailleurs. Là, France Volontaires bien évidemment est présent et vient aussi nous accompagner. Je trouve ce maillage territorial extrêmement important pour répondre à votre question.

David KNECHT

Ce ne sont pas deux mondes qui s'ignorent, mais nous avons, en effet, des partenaires sur le service civique, des associations et de grands organismes français qui ne font que du service civique à l'international. Mais beaucoup aussi font les deux, c'est-à-dire qu'ils ont des missions en France et à l'international. Les situations sont variées. Bravo pour le développement de ce type de réseau parce qu'en fait c'est vrai que le service civique à l'international peut impressionner, car c'est quand même très particulier, il y a quand même parfois des sujets compliqués de protection sociale, de sécurité, dans un sens comme dans l'autre. Ce n'est pas simple, mais je pense que les acteurs français du service civique ont aussi beaucoup à apprendre des acteurs du service civique et du volontariat à l'international.

Lucie MORILLON

Avec l'idée de passerelles, on se rend compte que le volontariat peut aussi servir de passerelle entre ces domaines jeunesse, solidarité, développement... On se retrouve un peu au carrefour d'un certain nombre de dynamiques et cela aide à bien faire dialoguer certaines dynamiques.

Nous allons passer à la dimension prospective, dernière séquence de notre échange aujourd'hui sur les futurs souhaitables pour les volontariats de demain. Nous avons déjà évoqué un certain nombre de

sujets sur cette première phase de bilan qui nous permettent de nous projeter, notamment si on veut regarder de plus près les forces, les fragilités. Nous avons regardé aussi quels sont les fondamentaux à conserver autour des volontariats, les pratiques à faire évoluer.

David KNECHT vous en parlait tout à l'heure, la question de l'accessibilité et notamment le fait que, parfois, certains publics sont plus éloignés des opportunités d'engagement et que cela peut être accentué encore pour l'international. Ils ne sont pas suffisamment informés. Il y a une question qui croise à la fois les questions d'accessibilité et de reconnaissance et de visibilité du volontariat international. Camel justement vous avez, de par votre expérience dans le Nord-Pas-de-Calais, des approches spécifiques avec certains jeunes à rassurer, des familles à informer quand il s'agit de se s'engager dans un volontariat ? Quelles sont les barrières que vous rencontrez au quotidien ?

Camel GUECIOEUR

Très souvent les barrières sont liées. Il y a les frais parce que l'on n'en a pas encore parlé, mais c'est vrai que lorsqu'un jeune veut partir et s'engager dans du volontariat, très vite la question économique. Nous essayons de les accompagner. Certaines collectivités viennent en appui et peuvent proposer des bourses, mais malheureusement il y en a très peu. Et c'est vrai que très souvent ces jeunes s'engagent à travers un monde et un autofinancement en appui avec une structure jeunesse pour pouvoir partir.

Il y a le frein aussi sur place. Par qui vont être accueillies les personnes. Les familles ont souvent une méconnaissance du pays où ils ont une image complètement désuète de ce pays. Je donne un exemple concret : nous avons une jeune qui est partie en Algérie il y a quatre ans de ça et elle voulait partir au départ en Amérique latine. Il se trouve que notre partenaire en Amérique latine malheureusement ne souhaitait plus accueillir et quand je lui ai proposé l'Algérie, il y a eu un blanc. Forcément elle avait une méconnaissance de ce pays. Sa famille ne connaissait pas et elles se posaient dix mille questions : est-ce qu'en tant que fille elle va pouvoir sortir le soir ? Est-ce qu'elle va dormir dans un lieu sécurisé... et une fois qu'on a réussi, à travers notre partenaire, sur des entretiens à rassurer et à l'accompagner, on a aussi fait une description de l'État sans mentir. Il ne s'agissait pas de dire voilà le pays est comme cela, il est super, il est beau... Bien sûr, il y a des risques dont il faut parler surtout comme les zones rouges plutôt dans l'est du pays vers la Kabylie et le sud-est qui est une zone à risque. Là elle devait se rendre plutôt à l'ouest vers Oran donc il n'y avait pas trop de risques, mais quand elle est revenue du coup c'était une réelle ambassadrice et c'est ça qui est rigolo. C'est une réelle ambassadrice vu qu'elle a expliqué que le soir elle faisait des footings, qu'elle n'a jamais été embêtée par quoi que ce soit... Nous avons organisé des cafés pédagogiques dans lesquels elle est intervenue, comme c'était mentionné dans le contrat de départ (à son retour, elle souhaitait pouvoir témoigner et dire un peu comment ça se passait là-bas), et nous avons pu noter une belle évolution surtout au niveau de ce que la maman a pu témoigner. Elle est partie sur place, car elle a souhaité voir sa fille et dans quelles conditions elle était. La maman est enseignante et elle aurait été aussi notre ambassadrice.

Ceci est valable aussi pour le Sénégal ou Madagascar. Il y a toujours cette vision un peu des enfants qui vont partir dans un pays pauvre et comment nous allons faire pour les accompagner s'il se passe quelque chose... d'autant plus qu'il y avait eu, si mes souvenirs sont bons, un événement au Maroc où une jeune Danoise avait été assassinée lors d'un bivouac et cela a mis des freins dans la tête de certains jeunes. L'idée c'est vraiment de communiquer de bonnes informations, de bien les guider et sans mentir. Je trouve qu'il ne faut pas tricher sur la réalité du pays, c'est important de donner les bonnes informations.

Lucie MORILLON

L'idée est de rassurer les proches aussi, c'est important surtout pour ceux qui n'ont encore jamais sauté le pas et qui vont partir à l'international pour la première fois. J'imagine qu'il y a effectivement des choses à déconstruire, des éléments de réassurance. Est-ce que le fait de partir dans le cadre de dispositifs soutenus par l'État, qui apporte quand même un cadre sécurisant par rapport à d'autres types

de départs à l'étranger et qui peuvent se faire hors cadre de manière beaucoup plus ponctuels ou improvisés, est-ce que cela les rassure ces proches ou ces volontaires potentiels ou finalement il s'agit plus de comprendre ce que vont faire au jour le jour les personnes et connaître le contexte sécuritaire ?

Camel GUECIOEUR

Non cela les rassure et surtout, quand ils voient que dans une fiche mission ils ont un rôle précis, cela rassure. Ce n'est pas uniquement un voyage de l'autre côté de la méditerranée où on va explorer. Il y a bien ce travail pour les parents qui vont bien voir qu'il y a une association qui existe, qu'on accompagne et qu'il y a au plus haut niveau du territoire, dans le Nord, les familles comme ce jeune-là où il peut avoir une réponse précise. Je pense à l'ADICE à Roubaix qui fait ce travail de liens de coopération. Au niveau des missions locales, on a essayé, à travers cette plateforme d'essai, de former le maximum d'acteurs éducatifs jeunesse, des enseignants aussi, afin de pouvoir rassurer au niveau local. La proximité rassure les parents.

Lucie MORILLON

Tout à fait. Le fait de communiquer de pair à pair entre jeunes plutôt que par une association sur comment s'engager à l'international fait une différence. Le fait que cela vienne d'un ou d'une jeune qui rentre d'une expérience de volontariat réussie ça fait une différence, j'imagine ?

Camel GUECIOEUR

Tout à fait. C'est d'ailleurs un gros projet qui est développé par Léo Lagrange dans le Nord qui, chaque année, organise une manifestation dans le Pas-de-Calais où justement tous ces jeunes qui ont vécu une mobilité en volontariat viennent. Je trouve que c'est beaucoup mieux qu'un jeune puisse s'exprimer sur ce qu'il a vécu, comment il s'est préparé, quels bénéfices il en retire par rapport à sa mobilité... je trouve que c'est hyper important que ce soit un jeune qui parle à un jeune. C'est bénéfique. On a déjà fait des conférences où plusieurs viennent expliquer ce qu'est le volontariat, l'engagement... mais quand c'est un jeune qui parle à un autre jeune, c'est une opération vraiment gagnante.

Lucie MORILLON

Merci.

Je vais me tourner vers vous David KNECHT pour évoquer justement, peut-être dans un premier temps, avant qu'on vienne plutôt sur le cadre qualité, la question de la reconnaissance du volontariat et le fait qu'un certain nombre de jeunes ne savent pas que ce dispositif existe. Le volontariat s'adresse à toutes les catégories de population, mais il est vrai que sur le service civique, on est sur une tranche de 18 à 25 ans et au-delà pour les jeunes en situation de handicap, jusqu'à 30 ans. Qu'est-ce qui peut être fait pour justement pallier le manque de reconnaissance ?

David KNECHT

Beaucoup de choses sont faites et il reste encore beaucoup de choses à faire. On travaille beaucoup sur les sujets de communication, d'information. Je pense qu'il y a toute une série de pistes qu'on construit comme de la communication grand public, mais aussi sans doute l'information au niveau scolaire ou études supérieures. Nous sommes en train de développer un projet, une expérimentation d'ambassadeurs du service civique qui, sans doute, se rapprocheraient des établissements scolaires, aux lycées pour venir présenter, à titre expérimental, le service pour mieux le faire connaître.

On a aussi le vecteur du service national universel qui constitue aussi un moment important dans le parcours des jeunes et qui leur permet de voir qu'il n'y a pas que le service civique et de voir toutes les formes d'engagements y compris internationales qui peuvent être offertes. Il y a aussi la valorisation des avantages attribués aux jeunes volontaires : l'indemnité, le régime de sécurité sociale dont je parlais, mais aussi un avantage qui est mal connu : le fait que la carte jeune en service civique ouvre les mêmes

droits que ceux attribués aux étudiants. C'est un sujet en matière de transport, d'aide régionale, départementale, pour la culture et toute une série d'avantages attribués aux jeunes en service civique.

La reconnaissance dans les études, c'est ce qu'on est en train aussi de mener. Il s'agit d'une action importante de meilleure coordination avec l'univers parcours sup, pour à la fois valoriser quand une mission de service civique a été effectuée dans son parcours, mais aussi valoriser dans la sélection. Cela peut avoir lieu quand pour les candidatures dans le supérieur et peut également valoriser dans le milieu professionnel. C'est un peu plus large et c'est vrai que ça rejoint cette ligne de crête dont on parlait sur l'insertion. C'est ce qu'on fait avec l'association nationale des directeurs des ressources humaines pour avoir, de la part des employeurs, une meilleure connaissance du service civique. S'être engagée pendant huit mois en moyenne, voire douze mois à l'international, pour l'intérêt général ou pour autrui, ce n'est évidemment pas neutre, y compris pour un chef d'entreprise, un employeur ou une administration employeuse. Ça dit quelque chose de la personnalité des jeunes, sur ce qu'ils ont fait. Il n'y a pas de raison que ce ne soit pas plus valorisé.

Et puis, nous avons aussi développé un indice positif qu'on espère très efficace de reconnaissance des compétences acquises souvent transversales, ce qu'on appelle les soft skills par exemple. Il s'agit des compétences sociales et des compétences transversales. Nous avons développé un dispositif spécial engagement, qui est déjà utilisé par les missions locales, mais qu'on a adapté aux missions d'intérêt général, aux missions de service civique. Donc, très concrètement, on a enlevé certaines compétences qui sont purement professionnelles puisque cela ne concerne pas le service civique, on y a ajouté des compétences acquises dans le cadre de l'engagement et on est en train de travailler à la diffusion et la généralisation de l'utilisation dématérialisée de ce dispositif, pour permettre aux jeunes de faire valoir leur engagement dans la suite de leur parcours. On voit souvent des jeunes qui ont effectué une mission de service civique ou de corps européen de solidarité et qui ont parfois des difficultés à la mettre en valeur, à la faire connaître. C'est aussi un travail d'autoréflexion et de valorisation de son expérience.

Lucie MORILLON

Tout à fait, merci. Venons-en effectivement à la question du cadre qualité pour répondre aux critiques qui peuvent être faites au volontariat, que ce soit les questions par exemple de substitution à l'emploi dont on parlait tout à l'heure, les questions aussi de volontourisme, ces dérives qui sont plus en lien avec une marchandisation de l'engagement et qui sont complètement éloignées de la logique de l'intérêt général que peuvent promouvoir les organisations qui sont présentées ici et évidemment les membres de France Volontaire. Comment est-ce qu'on renforce ce cadre qualitatif du volontariat national et international sur le service civique en particulier ? Il y a aussi des ambitions en termes de chiffres à tenir. Comment est-ce qu'on arrive à conjuguer ces ambitions et en même temps sauvegarder le cadre qualité qui est essentiel à la réalisation d'un engagement de service civique ?

David KNECHT

Oui, bien sûr, on a des ambitions. Le gouvernement a décidé de moyens très importants pour le développement du service civique, mais évidemment cet objectif quantitatif ne doit pas faire passer au second plan la qualité de l'expérience de service et je dirais que c'est la qualité de l'expérience de service civique qui permettra d'atteindre les objectifs quantitatifs. C'est ce qu'on voit de plus en plus. C'est à dire qu'on est quand même dans un contexte, et on peut s'en réjouir d'ailleurs, où les jeunes bénéficient d'une multiplicité de propositions, que ce soit les études supérieures pour l'apprentissage de différents dispositifs où l'engagement d'intérêt général doit être d'une grande qualité et doit être conforme à ses promesses en quelque sorte s'il veut continuer à se développer. Donc c'est vraiment un défi important alors on use de nombreuses actions.

J'ai parlé des contrôles, c'est quand même une activité, même si elle est très administrative, très régaliennne, mais cet aspect contrôle est très important. On veut très vite revenir à un taux de contrôle

pré-covid qui a été quelque peu handicapé par la période COVID, mais un taux de contrôle important de l'ordre de 10 % à peu près des désagréments chaque année. Puis, la qualité de l'expérience et la qualité des missions qui sont proposées c'est sur toute la vie de l'agrément en quelque sorte. C'est-à-dire que c'est du début du premier contact, lors des ateliers d'émergence, jusqu'à l'agrément proprement dit avec le contenu des missions qu'on a géré, ainsi que l'offre de formation qu'il dispense. C'est vrai que cet aspect formation peut être encore plus basé sur le service civique à l'international. Cet aspect formation, les ateliers dont je parlais tout à l'heure, nous formons, via évidemment nos prestataires, en 2021 : 13 500 personnes. Soit des tuteurs ou des membres d'organismes agréés qui ont été formés. 40 000 en tout depuis 2018. Nous pensons que cet accompagnement collectif d'aide des organismes est absolument essentiel.

Sur le service international, on s'engage dans le renforcement de partenariat entre les structures d'envoi et les structures d'accueil puisqu'on est pour l'international. Nous le faisons par exemple dans le cadre d'accords bilatéraux à destination de l'Italie et par exemple, à la suite du traité du Quirinal, on est en train de déployer avec de nombreux partenaires un développement de la qualité des missions collectives avec des partenaires à la fois français, main dans la main l'agence italienne puisqu'il y a un service civique en Italie. Donc c'est très matriciel puisqu'il y a des flux dans les deux sens avec cette agence italienne. On travaille sur un accompagnement collectif qui se traduira par des réunions entre les organismes français et italiens d'envoi et d'accueil réciproques en service civique. C'est aussi une voix que je trouve importante que ce travail bilatéral. On a aussi un travail avec la Côte d'Ivoire avec France Volontaires qui va se déployer dans les prochains mois qui fait évidemment intervenir aussi les services du quai d'Orsay. Ils peuvent nous accompagner dans ce travail et tout cela aide à la qualité de l'expérience de l'engagement international.

Lucie MORILLON

Merci. Vous évoquez la période compliquée dont j'espère que nous allons bientôt sortir, mais il est vrai que ces deux dernières années nous avons connu de fortes perturbations sur la question notamment des mobilités internationales. Là, un certain nombre de missions ont pu être affectées même si sur le point de la solidarité internationale, par exemple, on a quand même pu maintenir énormément de missions sur place en testant, en essayant d'aider de nouveaux formats à distance. Aussi il est difficile d'être à distance dans un pays, mais on a essayé d'être créatif.

Cela nous amène à évoquer la question des formats. Si on se projette dans une dimension plutôt prospective, les types de missions aujourd'hui, les types de projets tels qu'ils sont pratiqués, est-ce qu'ils ont aussi vocation à évoluer ? Est-ce qu'on peut essayer des choses un peu nouvelles ou des choses qui pouvaient être potentiellement déjà pratiquées avant le début de la crise ? Quid des choses qui ont pu naître justement en lien avec une forme de contrainte, mais qui ont obligé les uns et les autres à être davantage créatifs ? Peut-être que Ronan peut évoquer les questions de volontariats en ligne, notamment ceux sur lesquels vous êtes engagés, en lien avec un appel à projets qui avait été lancé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, avec le soutien du Fonds de France Volontaire ?

Ronan LUCAS

Exactement, j'ai cherché un peu une forme de suite de ce volontariat avec le VSI et de fait ce programme existe. Il a été mis en place par l'ADICE. C'est en fait ce qui a permis de poursuivre le volontariat au sein de l'ADICE et d'une association marocaine. Je travaillais déjà en double et là actuellement je fais du volontariat le weekend, généralement, et le soir à raison de 10 heures par semaine. Cela dépend un peu de l'activité. Je soutiens toujours la mission sous une autre forme, en ligne. Je connaissais les personnes avec qui je faisais du volontariat, mais là c'est une autre forme aussi qui s'est complètement développée sous deux compétences. Bon nombre d'associations, notamment du sud, recherchent des compétences et elles n'ont pas forcément les expériences adéquates. Cela peut être vraiment une forme intéressante

à développer pour tout jeune, mais on peut aussi développer d'autres formes de volontariat pour les moins jeunes.

Lucie MORILLON

Merci. Peut-être, pour évoquer encore une fois, dans une logique prospective, un certain nombre de fondamentaux, la relation partenariale aujourd'hui occupe quand même une place assez centrale. Mais voilà, quelles sont les marges d'amélioration ? Qu'est-ce qu'on a envie de construire dans cette relation partenariale ? Est-ce qu'on peut aller plus loin aujourd'hui pour que les volontariats de demain soient encore plus efficaces, inclusifs et porteurs de sens ?

Matina DELIGIANNI

Il y a déjà plusieurs éléments qui ont été évoqués. J'aimerais revenir sur quelques-uns qui peuvent paraître comme une évidence pour nous, mais je pense que nos projets ont du sens et ce sens permet les apprentissages de personnes. Ils sont faits par des associations, les associations locales qui connaissent les contextes de leur territoire, de leur pays et qui peuvent identifier des besoins réels sur lesquels les volontaires se sentent utiles. Même si la motivation de départ peut être différente pour différents volontaires, je pense que l'essence du projet et ce que l'association met en œuvre pour pouvoir réaliser quelque chose de valorisant, fait qu'on peut aussi changer de trajectoire pour les volontaires et découvrir autre chose.

Dans notre réseau, il y a cette vision que tout ça n'a de sens que parce que chacun de nous a de l'expertise dans son propre pays et là, il y a de fortes chances que nous accueillions des volontaires avec des préjugés. D'ailleurs, je ne voudrais pas lancer un débat sur la maternité de la réciprocité, mais je pense qu'on fait de la réciprocité depuis très longtemps et nous en avons tiré aussi beaucoup de satisfaction et d'apprentissage. Les volontaires que nous accueillons, qui viennent de pays comme la Tanzanie, la Thaïlande ou le Togo nous apprennent autant que l'on apprend. Nous allons sur place et c'est aussi à travers cette participation de volontaires, une fois de retour dans leur pays d'origine, que l'on peut s'inspirer de pratiques et pouvoir enrichir les actions aux projets. C'est, comme je disais, réciproque. Cela va dans les deux sens.

Je reviens aussi avec une question : on a de nombreux partenaires qui ont souffert ces deux dernières années à cause de la pandémie. Nous avons réduit les échanges pour des raisons qui ne nous appartiennent pas forcément. Ils sont aujourd'hui en difficulté, je pense, et nous avons aussi une responsabilité de les soutenir et de chercher des solutions, que ce soit des formations d'accompagnements, de renforcement des échanges pour qu'on ne se retrouve pas avec moins de partenaires. Je voudrais aussi revenir sur la question de la réciprocité.

Je n'ai pas l'intention de parler sur nos expériences de réciprocité, mais je voudrais évoquer des questions qui sont peut-être un peu plus gênantes sur le fait que nous sommes aussi tributaires d'une partie de notre histoire et du contexte des relations de pouvoir des colonialismes. Cela peut aussi apporter à nos projets des dynamiques qu'on n'avait pas et qu'on n'a pas forcément choisies. Nous n'avons pas forcément été en capacité d'identifier ou de déconstruire cela, d'un côté comme de l'autre. L'année dernière, les réseaux internationaux ont lancé un projet qui s'appelle "décolonisons" pour un volontariat équitable, diversifié, et écologiquement durable. L'idée est de voir comment aujourd'hui, dans un contexte qui est le nôtre, avec une histoire qui est la nôtre, nous pouvons faire du volontariat dans l'échange et dans les pays du sud comme dans les pays du nord. Est-ce qu'il est possible que ce volontariat soit dénué de relations de pouvoir qui nous ont sous tendu dans nos sociétés ? Nous avons lancé cette recherche, cette action qui va durer deux ans et qui vient juste de démarrer. J'espère pouvoir donner rendez-vous dans deux ans pour vous donner les résultats et ce que nous avons pu trouver.

Je voulais aussi évoquer une dernière question sur les faits qui ont, malgré nos préoccupations, malgré nos envies de faire en sorte qu'il y ait davantage de volontaires venant du sud vers le nord et du sud vers le sud, ailleurs, on ne l'a pas mentionné, mais c'est aussi également ce qui a été fait et nous restons sur des relations avec des règles déséquilibrées. En effet, il y a toujours plus de personnes qui vont du nord vers le sud ou du nord vers le nord. Comment peut-on faire pour surmonter les obstacles rencontrés par les jeunes comme on peut le rencontrer en France liés à des motivations géopolitique et économique ? Comment pouvons-nous faire aujourd'hui pour que ces obstacles puissent être réduits, voire détruits, si on est un peu optimiste ?

Lucie MORILLON

C'est une question très pertinente qui permet aussi de nous tourner vers Omar sur cette dynamique de réciprocité. Qu'est-ce qu'on a envie d'installer ? Qu'est-ce qu'on doit faire ? Omar, vous évoquiez tout à l'heure la question du manque de structures d'accueil potentielles, notamment en France. J'imagine qu'il y a un certain nombre d'autres éléments que vous souhaitez partager avec nous ? Ce que vient de nous dire aussi Matina sur le rééquilibrage des relations permet de poser de vraies ambitions autour de la réciprocité. Qu'est-ce que cela vous évoque ?

Omar AGBANGBA

Je crois que l'Europe n'est pas d'accord sur le fait que le principe de réciprocité est un principe important. C'est aussi un moyen de mobiliser des partenaires sur des actions équitables de part et d'autre. C'est d'abord repenser les paradigmes classiques du volontariat qui proposaient un schéma unidirectionnel. Il est aujourd'hui question d'équilibrer les échanges en cherchant à ce que les volontaires soit acquis dans chaque pays partenaire d'un accord des champs de réciprocité, parce qu'aujourd'hui, tous les pays ne sont pas nouvellement accueillants de volontaires d'autres pays. Les difficultés de visa par exemple : la France et l'Allemagne ont des visas volontaires, ailleurs c'est plus compliqué. Donc, il faut repenser cela et faciliter cette réciprocité.

Il faut arriver aussi à mettre en œuvre les valeurs qui sous-tendent les volontariats à l'international que sont la citoyenneté active, la rencontre des cultures, la lutte contre les stéréotypes. On sait que cette rencontre peut aider à améliorer la connaissance de l'autre et ce qu'on pense de l'autre peut être déconstruit pour équilibrer les flux de mobilité des volontaires. C'est également aller vers plus d'équité dans les échanges avec des planifications, des objectifs annuels entre États. Et aussi permettre à des jeunes d'horizons et d'origines diverses de participer à un engagement à l'international. Pour favoriser le vivre ensemble, il faut en fait un déclic dans les projets et des solidarités dans les partenariats.

Lucie MORILLON

Yosra SNOUSSI, en tant que volontaire pour un service civique qui a expérimenté ce principe de réciprocité, quel message vous auriez envie de faire passer ?

Yosra SNOUSSI

En fait, j'ai une question. En Tunisie, il n'y a que France Volontaire qui amène les volontaires en réciprocité en France. Il y a, par rapport à ce que vous avez dit sur le fait que la sélection n'était pas très sélective. En fait, en Tunisie ce n'est pas le cas, car c'est très sélectif et pour être capable à postuler, il faut passer par plusieurs étapes. Ensuite, même si on est accepté pour France Volontaire, cela reste un peu dur au niveau administratif et aussi au niveau des places disponibles, car il y a des milliers de français qui partent chaque année dans plusieurs pays partout dans le monde alors que pour que la France accueille des volontaires internationaux cela reste un peu compliqué. Je suis un peu gênée parce qu'on voit toujours cette relation de vouloir partir dans un pays et justement, pour nous, il y a encore cet esprit d'émigrés, alors qu'au-delà on parle du volontariat, on parle de réciprocité, on parle des valeurs humaines, on parle de quelque chose qui est beaucoup plus grand.

Une autre chose aussi, c'est qu'en tant qu'anciens volontaires, on se retrouve après la mission, on veut faire quelque chose, mais malheureusement le volontariat dure seulement un an et pour faire quelque chose il faut avoir des initiatives personnelles. C'est bien, car cela on l'apprend durant le service civique et si je suis là aujourd'hui c'est grâce à France Volontaires qui prend l'initiative de nous inviter pour faire la continuité de ce qu'on était en train de faire. Par exemple à Carcassonne, en ce moment, je me déplace volontairement pour accueillir et faire accueillir les nouveaux volontaires qui sont maintenant placés à la place des autres volontaires au conseil départemental. Cela aussi c'est à l'initiative de Valérie du Manthey, la vice-présidente. Ce n'est pas quelque chose qui est soutenu par l'agence du service civique alors qu'il y a des programmes que nous, en tant qu'anciens volontaires, en n'en entend pas parler.

David KNECHT

Je le confirme pour le regretter. C'est vrai qu'il y a un caractère dans le service que l'on peut qualifier d'avant après pendant. C'est un dispositif avec un statut avec qui s'arrête un moment. Je pense que c'est le sujet de la suite qui se pose pour tout service civique. On y travaille également pour justement développer pas mal de choses comme un réseau d'ALUMNI pour que les jeunes en service civique, après avoir vécu cette expérience, internationale ou pas, continuent à rester en relation et continuent à constituer un réseau et à présenter l'engagement pour les autres, pour les jeunes qui souhaiteraient s'engager.

Yosra SNOUSSI

Le service civique c'est le déclenchement de quelque chose, mais par contre, ce que je voulais dire c'est que quand on veut encore faire quelque chose, c'est un peu dur parce qu'on ne peut pas. Ce n'est pas forcément qu'on veuille faire ça volontairement et bénévolement, mais on n'arrive pas à trouver ce lien avec l'agence service civique pour pouvoir faire quelque chose.

Lucie MORILLON

Après le service, on a certaines personnes qui étaient en réciprocité et qui, ensuite sont parties aussi en volontariat de solidarité internationale. Donc il y a aussi des ponts, des passerelles qui peuvent se faire, mais je crois qu'on a entendu aussi la question du projet post-volontariat à davantage travailler. Cela sera peut-être juste pour terminer avant un dernier échange avec la salle. L'enjeu de la place, demain, pour les volontaires dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire, Matina.

Matina DELIGIANNI

Je pense que l'association qui accueille est aussi un endroit pour s'engager. C'est plus compliqué quand il s'agit d'une collectivité, mais le fait de faire un volontariat au sein d'une association fait qu'il y a ensuite ces espaces pour s'engager, pour suivre dans une autre forme et l'association peut soutenir. Cela fait une bonne transition avec la question, je pense que dans la grande majorité des volontaires qui s'engagent, ils le font pour un projet, pour une action parce qu'ils ont envie d'être actif sur le terrain et qu'ils veulent expérimenter le faire ensemble, le vivre ensemble. La gouvernance et le fonctionnement associatif ne sont pas toujours leur priorité, c'est souvent secondaire voire très minoritaire, mais pour nous, en tant qu'association d'éducation populaire, nous croyons au pouvoir émancipateur de nos actions. Nous cherchons à ce qu'il puisse y avoir une place dans la gouvernance et nous commençons plus tôt notre responsabilité.

Je pense qu'il y a des manières de faire sur de l'action au quotidien en les impliquant dans la décision de terrain afin d'aller vers une union d'équipe, des processus d'évaluation. Au niveau des conseils d'administration des instances de gouvernance, il faut chercher à le faire là aussi, mais je pense que ce n'est pas notre objectif et ce n'est pas forcément fait de manière simultanée. Il faut chercher à promouvoir des parcours et de quoi accompagner, informer pour qu'ils puissent, par la suite, s'engager dans la gouvernance de l'association et faire partie des instances y compris du conseil d'administration.

Aujourd'hui, nous avons deux volontaires qui font partie du conseil d'administration et qui sont nommés par leurs pairs pendant leur volontariat pour participer à une instance qui est chargée de définir les orientations et de questionner les orientations du mouvement.

Lucie MORILLON

Très bien, merci beaucoup Matina. Une dernière question dans la salle ou à distance ?

Intervention de la salle - Mehdi ACHOUR

Sur la question de la prospective, il y a une réflexion globale et importante tant au niveau de l'offre de que de la notion de volontariat. Je pense qu'il est nécessaire aujourd'hui qu'on s'interroge sur notre capacité à pouvoir développer le nombre de missions disponibles pour les volontaires, à travers toute la palette de dispositifs qui existent. Il est vrai que nous parlons beaucoup de service civique avec tout ce qui se fait autour des chantiers jeunesse, que ce soit par les membres de contrat sur des dispositifs qui sont soutenus par l'État, comme par exemple le GCS. Et je voulais aussi, sur la question de l'offre, saluer l'important travail qui est fait par France Volontaire, en collaboration avec les ambassades de France dans beaucoup de pays. Des accords sont négociés et vous mentionnez tout à l'heure, Monsieur KNECHT, ceux en Côte d'Ivoire par exemple, qui permettent réellement de construire un soutien à ces pays qui peuvent envoyer des volontaires de réciprocité en France et qui permet aussi de développer un cadre favorable pour les échanges dans les deux sens.

Je laisse une question globale qui n'est pas forcément que sur les questions de volontariat international, qui est celle de la suite notamment en termes d'engagement. On sait que de nombreuses associations en France sont aujourd'hui en crise de militants et de bénévoles avec des populations de bénévoles qui sont parfois assez vieillissantes. Comment peut-on transformer le tir ? Vous parliez tout à l'heure de réseaux d'amis, moi je pense qu'il y a vraiment quelque chose à faire sur cette suite de l'engagement avec est un travail collectif qui devrait être mené par l'ensemble des partenaires qui sont présents ici.

Lucie MORILLON

Je vais vous laisser la parole dans 30 secondes pour un dernier propos en rebond à ce que vient d'évoquer Mehdi ACHOUR, ou pour un mot de conclusion.

Camel GUECIOEUR

Je déplore que de nombreux volontaires qui viennent d'ailleurs, ou qui souhaitent venir, ont une tonne de papiers à fournir. Cela me met toujours en colère de voir un jeune venant d'un territoire reculé en France à qui on va demander toujours une tonne de papier. Je pense qu'on doit s'améliorer par rapport à cela et donc j'espère que notre futur fera que les dispositifs ou notre accompagnement permettra à ces jeunes d'accéder plus facilement à des dispositifs d'engagement. Concernant la question qui vient d'être posée sur la crise du militantisme, c'est vrai qu'on entend partout ce terme de crise du militantisme dans les associations de jeunesse de l'éducation populaire. Cela dépend, car c'est à géométrie variable et je reste convaincu que c'est notre pari aujourd'hui au niveau des CEMEA. En Nord-Pas-De-Calais, je vois d'autres associations s'animer autour de l'objectif de retisser du lien. Le mot qui est à la mode en ce moment c'est faire société, faire culture. On essaye de vraiment se retrouver pour s'engager parce que pendant deux ans on ne s'est pas vu et forcément la militance a pris un coup au niveau de toutes les associations d'éducation populaire.

David KNECHT

Il y a, je crois, un mot clé qui a été très bien dit et il est vrai que nous avons à passer l'initiative. C'est-à-dire que nous parlons beaucoup des dispositifs prévus par les lois, les règlements... mais en fait, on est vraiment dans le lead, les initiatives et surtout les initiatives des jeunes. Pour répondre à la crise du bénévolat et de l'engagement, l'initiative pendant ces dispositifs est indispensable et elle doit faire naître d'autres initiatives par la suite.

Matina DELIGIANNI

Je voudrais vous dire que je pense que nous sommes là sur une prospective d'éducation populaire. Je pense qu'il faut sortir des sentiers battus, laisser la place à des initiatives, à des expérimentations et faire en sorte que cette place puisse exister. Pour moi c'est cela qui fait que des gens ont envie de nous rejoindre et de rester impliqués. Bachir Diane, un philosophe sénégalais, disait : *“ contre la pensée tribale, la pensée centrée sur les internationalistes, l'enfermement qui fragmente l'humanité, il faut tenir le discours de l'universel et de l'humanité ”*. Je trouve que nos chantiers internationaux et le volontariat mettent en valeur ce discours depuis 100 ans et j'espère que nous continuerons à le faire pendant très longtemps.

Omar AGBANGBA

Je pense que cette table ronde a permis d'échanger, de diagnostiquer des problèmes et de proposer des solutions. Il faut aller à l'action si nous voulons renforcer le volontariat. Sur un site où il y a de la réciprocité, il faut prendre des initiatives de façon concrète parce que tout ce qui a été dit permet de comprendre que le volontaire construit une force et une expression grâce à la participation, la responsabilité et surtout la réactivité de nombreux acteurs à tous les niveaux, pour l'atteinte des objectifs. C'est pour cela que les conditions d'exercice du volontariat devraient être plus équitables, qu'on soit au pôle Nord ou au pôle Sud. Cela devrait être plus inclusif avec les personnes les plus vulnérables, en prenant en compte cette personne, en facilitant les mécanismes et en permettant dans le monde entier d'accéder à cet outil qui permet l'épanouissement des individus qui participent et qui croient. Je souhaite remercier les organisateurs de cette table ronde et notre partenaire France Volontaires qui a pensé qu'on pouvait apporter quelque chose en participant aujourd'hui.

Ronan LUCAS

Je dirais que, si vous êtes face à d'autres, que c'est un bel outil en fin de mandat pour permettre à des jeunes d'être aussi des ambassadeurs et des citoyens du monde. C'est un outil à soutenir et à développer encore.

Valérie BECQUET

Je souhaiterais souligner un mot clé qui serait l'exigence. On a tendance à être très exigeant à l'égard des jeunes avec des exigences de comportement, de réussite et c'est peut-être là une exigence à l'égard déjà des institutions publiques qui mettent en œuvre ces dispositifs de manière à renforcer l'accessibilité, l'accompagnement, la reconnaissance. C'est un peu leur mission et puis il y a des exigences à l'égard aussi des ONG, des associations qui accueillent les volontaires, car au niveau parcours d'engagement des jeunes, on sait qu'une expérience de parcours ratée a des conséquences à moyen et à long terme sur les envies, les projets d'engagement. Donc, il y a une exigence à poser.

En termes de qualité, celle-ci doit être maintenue parce que dans ces expériences, surtout quand il y a une promesse de livrer quelque chose de différent, de riche, si la promesse n'est pas tenue, si les jeunes ne sont pas accompagnés, les conséquences porteront sur leurs parcours, sur leurs expériences, sur leurs vécus et par conséquent, sur leur rapport à l'engagement. Donc l'exigence est importante à maintenir. Vous parliez de futurs souhaitables ; je pense que ce qui a été travaillé depuis des années doit toujours être maintenu à un niveau élevé, de manière que les dispositifs restent dans une réelle qualité.

Un deuxième élément à souligner, c'est que ces dispositifs soient utilisés pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire que les volontariats ne sont pas des politiques d'emploi, ne sont pas des politiques d'éducation, ne sont pas des politiques d'insertion. Ce sont des dispositifs qui fonctionnent à leur échelle avec des objectifs à leur échelle, mais ils ne peuvent pas suppléer des politiques structurelles.

Lucie MORILLON

Pour rassembler quelques derniers éléments sur les futurs possibles souhaitables que vous avez tous évoqués, d'abord, des politiques publiques plus ambitieuses permettent le développement aussi du nombre de mission. Il y a encore un déséquilibre entre l'offre et la demande aujourd'hui. Une meilleure connaissance et visibilité de ce qui est possible en termes de volontariat et des conditions permettent d'améliorer l'accessibilité, d'être à la hauteur de cette exigence que vous venez d'évoquer.

On parlait de renforcer, de soutenir les partenaires, notamment les partenaires locaux, la société civile, et ceci permet de développer la réciprocité, rééquilibrer des partenariats, faire en sorte qu'on arrête d'avoir ce déséquilibre énorme des flux et favoriser l'accueil. Il faut imaginer aussi une aide sur des formats plus innovants, expérimenter, passer à l'action, tenter des choses, donner du sens, toujours en faisant le lien avec les préoccupations locales, mais aussi un agenda plus global du développement durable.

Il faut aussi améliorer les projets post-volontariat. Comment on rebondit sur un autre engagement, sur peut-être une reprise d'études ou d'autres types de suivi. Et puis, l'implication dans les organisations de jeunesse et d'éducation populaire de volontariat dans les actions au quotidien, dans la gouvernance, dans l'animation... Finalement, tout cela permet de bien retisser le lien après une période difficile et de continuer à s'engager.

Je voulais vous remercier chers intervenants et intervenantes, ici ou à distance, pour vos propos vraiment très instructifs. Merci au FONJEP qui organise cette série d'ateliers PROJEP. Je vous souhaite à toutes et tous, une bonne fin de journée.